

POINT ECOUTE CHAMPIGNY

Siège Social : 27 RUE ALBERT THOMAS
94500 CHAMPIGNY SUR MARNE
SIRET : 38858642200031
APE : 8899B

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS ARRETES AU 31/12/2024

EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2024

POINT ECOUTE CHAMPIGNY

Siège Social : 27 RUE ALBERT THOMAS
94500 CHAMPIGNY SUR MARNE
SIRET : 38858642200031
APE : 8899B

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2024

Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association POINT ECOUTE CHAMPIGNY relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180, nous portons à votre connaissance les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel. Elles ont porté sur les modalités d'attribution des subventions et de leur prise en compte dans le compte de résultat.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier de la trésorière et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres de l'assemblée.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Fontenay-sous-Bois, le 19 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes

Léo JEGARD & ASSOCIES

Représenté par

Signé numériquement par Nitro

Software Belgium NV - Nitro

Sign Premium pour le compte

de Franck NACCACHE

(+33637777410)

Date : 19/06/2025 14:42:25

Signé avec le mot de passe à

usage unique envoyé par SMS :

776799

Franck NACCACHE

Associé



COMPTES ANNUELS



Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	4 822	4 822		
Immobilisations corporelles				
Autres immobilisations corporelles	68 918	67 374	1 543	2 833
Immobilisations financières				
Participations	15		15	15
Autres immobilisations financières	570		570	570
Total I	74 325	72 196	2 129	3 418
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances usagers et comptes rattachés	710		710	900
Autres créances	71 143		71 143	53 227
Autres postes de l'actif circulant				
Disponibilités	287 627		287 627	259 468
Charges constatés d'avance	3 030		3 030	540
Total II	362 510		362 510	314 135
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	436 834	72 196	364 638	317 553
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

Bilan passif

	au 31/12/2024	au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Autres fonds propres	194 635	194 635
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Report à nouveau	44 214	21 237
Excédent ou Déficit hors activités sociales et médico-sociales	33 031	22 978
Situation nette (sous-total)	271 881	238 849
Total I	271 881	238 849
FONDS REPORTES ET DEDIES		
PROVISIONS		
DETTES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	29 343	19 158
Dettes fiscales et sociales	63 415	58 297
Produits constatés d'avance		1 250
Total IV	92 758	78 704
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	364 638	317 553
(1) Dont à plus d'un an (a)		
Dont à moins d'un an (a)	92 758	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et de services		
Ventes de prestations de services	15 880	8 270
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	385 092	364 047
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	8 362	2 417
Autres produits	441	11 576
Total I	409 775	386 310
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	68 426	59 829
Impôts, taxes et versements assimilés	3 214	3 132
Salaires et traitements	212 924	207 030
Charges sociales	92 777	92 166
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 290	1 609
Autres charges	56	820
Total II	378 685	364 587
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	31 090	21 723
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	2 427	1 704
Total III	2 427	1 704
CHARGES FINANCIERES		
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	2 427	1 704

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	33 516	23 428
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	485	450
Total VI	485	450
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-485	-450
Total des produits (I+III+V)	412 202	388 014
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	379 170	365 037
EXCEDENT OU DEFICIT	33 031	22 978



Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : Point Ecoute Champigny

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 364 638 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 33 031 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par les dirigeants de l'association.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Précisions sur l'activité de l'association

Le Point Écoute/Maison de l'Adolescent est une association loi 1901 qui accueille, écoute, informe, accompagne et oriente les jeunes de 11 à 25 ans, leurs familles et tous les acteurs concernés par eux. Depuis bientôt 30 ans, elle aborde toutes les questions liées à la santé globale des ados et propose un soutien aux parents, notamment grâce aux entretiens individuels et familiaux, confidentiels et gratuits, menés par l'équipe pluridisciplinaire (psychologues, éducateur spécialisé, infirmière).

Parallèlement, l'association conçoit et met en œuvre la prévention des conduites à risque chez les ados au travers d'actions collectives en milieu scolaire et dans les quartiers.

Enfin, elle participe activement à divers réseaux de partenaires et joue, sur un territoire de 6 villes, un rôle majeur dans le tissage de liens entre partenaires de l'adolescence.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Concernant l'application du règlement CRC 2004-06 relatif à la définition, l'évaluation et la comptabilisation des actifs et du règlement CRC 2002-10 relatif à l'amortissement et la dépréciation des actifs, la société a effectué une revue des actifs concernés et pris la décision de faire usage de la mesure de simplification pour les PME concernant les immobilisations non décomposables.

Règles et méthodes comptables

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de bureau : 3 à 5 ans
- * Matériel informatique : 3 à 5 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Engagement de retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,4 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux de rotation du personnel : 0 %
- Table de taux de mortalité : table INSEE 2016-2018 données déf

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Valeurs brutes				
Immobilisations incorporelles	4 822			4 822
Immobilisations corporelles	68 918			68 918
Immobilisations financières	585			585
Total	74 325			74 325
Amortissements & provisions :				
Immobilisations incorporelles	4 822			4 822
Immobilisations corporelles	66 085	1 290		67 374
Immobilisations financières				
Total	70 906	1 290		72 196
ACTIF NET				2 129

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 75 453 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	570		570
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	710	710	
Autres	71 143	71 143	
Charges constatées d'avance	3 030	3 030	
Total	75 453	74 883	570
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Notes sur le bilan

Produits à recevoir

	Montant
Clients - factures à établir	560
Organismes soc - produits à recev	5 661
Etat - subventions à recevoir	65 142
Divers - produits à recevoir	40
Total	71 403

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	194 635				194 635
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves hors activités sociales					
Réserves des activités sociales					
RAN hors activités sociales	21 237	22 978			44 214
RAN des activités sociales					
Exc.ou Déficit hors activ.sociales	22 978	-22 978	33 031		33 031
Exc.ou Déficit des activités sociales					
Situation nette	238 849		33 031		271 881
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	238 849		33 031		271 881

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 92 758 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	29 343	29 343		
Dettes fiscales et sociales	63 415	63 415		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance				
Total	92 758	92 758		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	14 792
Dettes provis. pr congés à payer	19 417
Prov s/primes	5 000
NDF dues	11
Charges sociales s/congés à payer	8 544
Total	47 764

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	3 030		
Total	3 030		

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires et ressources

Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	31/12/2024
Prestations et produits des activités annexes (dont mise à disposition)	15 880
Subventions	385 092
Cotisations	90
Transfert de charges et autres produits	8 713
TOTAL	409 775

Autres informations

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

Selon la loi sur le volontariat associatif, article 20, L2006-586, il convient de noter que la présidente, le trésorier et la secrétaire sont bénévoles et ne perçoivent aucune rémunération.

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 37 538 euros
La valorisation des indemnités de fin de carrière correspond à la dette actuarielle à la date de clôture.

Contributions volontaires

	N	N-1
Ressources		
Bénévolat		
Prestations en nature	13 250	13 250
Dons en nature		
Total	13 250	13 250
Emplois		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services	13 250	13 250
Prestations		
Personnel bénévole		
Total	13 250	13 250

Les contributions volontaires en nature de l'exercice s'établissent comme suit :

- mise à disposition d'un agent d'entretien par la mairie de Champigny : 3 750 €
- mise à disposition des locaux du siège : 9 500 €

Pas d'autres bénévoles que les membres du bureau, dont la contribution n'a pas été valorisée. De même que l'infirmière d'APHP qui n'intervient plus que très ponctuellement.